



PRÉFET DU HAUT-RHIN

*Liberté
Égalité
Fraternité*

SERVICE DE LA COORDINATION DES POLITIQUES
PUBLIQUES ET DE L'APPUI TERRITORIAL

BUREAU DES ENQUÊTES PUBLIQUES ET DES
INSTALLATIONS CLASSÉES

**Arrêté du 2 mars 2022
portant mise en demeure
à la société AKWEL de respecter certains des dispositions de l'arrêté préfectoral du 21 août
2000 portant autorisation d'exploiter au Titre 1^{er} du Livre V du code de l'environnement**

Le Préfet du Haut-Rhin
Chevalier de la Légion d'Honneur
Chevalier de l'Ordre national du Mérite

Vu le livre I, titre 7 du code de l'environnement et notamment son article L. 171-8 I,

Vu l'arrêté préfectoral n°002362 du 21/08/2000 portant autorisation d'exploiter au Titre 1^{er} du Livre V du code de l'environnement à la société AKWEL,

Vu la visite d'inspection du site le 27 juillet 2021,

Vu le rapport du 1^{er} février 2021 de la Direction de l'environnement, de l'aménagement et du logement chargée de l'inspection des installations classées,

Considérant que l'article 9.3.1 de l'arrêté du 21/08/2000 susvisé prescrit que le réseau de collecte des eaux pluviales est équipé de dispositifs décanteurs-déshuileurs ou dispositif d'efficacité équivalente,

Considérant qu'il a été constaté, par l'inspection des installations classées lors de la visite du 26 novembre 2021, l'absence de dispositifs décanteurs-déshuileurs ou dispositif d'efficacité équivalente,

Considérant que l'article 9.2d de l'arrêté du 21/08/2000 susvisé prescrit la mise en place d'un bassin de confinement des eaux polluées de 270 m³,

Considérant qu'il a été constaté, par l'inspection des installations classées lors de la visite du 26 novembre 2021, l'absence de bassin de confinement des eaux polluées de 270 m³,

Considérant que l'article 14.2 de l'arrêté du 21/08/2000 susvisé prescrit la mise en place d'un mur coupe feu de degré 2 heures entre le hall de production et le hall de stockage,

Considérant qu'il a été constaté, par l'inspection des installations classées lors de la visite du 26 novembre 2021 l'absence de mur coupe feu de degré 2 heures entre le hall de production et le hall de stockage,

Considérant les dispositions de l'article L 171-8 du code de l'environnement : « Indépendamment des poursuites pénales qui peuvent être exercées, en cas d'inobservation des prescriptions applicables en vertu du présent code aux installations, ouvrages, travaux, aménagements, opérations, objets, dispositifs et activités, l'autorité administrative compétente met en demeure la personne à laquelle incombe l'obligation d'y satisfaire dans un délai qu'elle détermine. »,

Sur proposition du secrétaire général de la Préfecture du Haut-Rhin,

A R R Ê T E

Article 1 :

La société AKWEL, désigné « exploitant » dans le présent arrêté, dont le siège social est 2 rue Gutenberg à Vieux-Thann (68800) est mise en demeure de respecter, dans les délais prévus aux articles suivants, les prescriptions reprises ci-après.

Article 2 :

Dans un délai de 6 mois après notification du présent arrêté, l'exploitant respecte les dispositions suivantes de l'article 9.3.1. de l'arrêté préfectoral du 21/08/2000 susvisé :

« Le réseau de collecte des eaux pluviales est équipé de dispositifs décanteurs-déshuileurs ou dispositif d'efficacité équivalente adapté à la pluviométrie permettant de respecter les valeurs limites en concentration définies ci dessous :

- hydrocarbures : 10 mg/l

Le rendement du dispositif devra être au moins égal à 80 % pour les MES et 75 % pour la pollution carbonée. »

Article 3 :

Dans un délai de 6 mois après notification du présent arrêté, l'exploitant respecte les dispositions suivantes de l'article 9.2d. de l'arrêté préfectoral du 21/08/2000 susvisé :

« Les installations sont équipées d'un bassin de confinement permettant de recueillir des eaux polluées d'un volume minimum de 270 m³.

Les organes de commande nécessaires à la mise en service de ce bassin doivent pouvoir être actionnés en toutes circonstances[...] »

Article 4 :

Dans un délai de 6 mois après notification du présent arrêté, l'exploitant respecte les dispositions suivantes de l'article 14.2. de l'arrêté préfectoral du 21/08/2000 susvisé :

« [...] L'installation de fabrication est séparée des installations de stockage de matières plastiques (à l'exception des en-cours de fabrication dont la quantité sera limitée aux nécessités de l'exploitation), par un mur coupe-feu de degré 2 heures, dépassant d'au moins 1 mètre en toiture et de 0, 5 mètre latéralement. Les portes sont coupe-feu de degré 1 heure et munies d'un ferme-porte ou d'un dispositif assurant leur fermeture automatique [...] »

Articles 5 :

le secrétaire général de la préfecture du Haut-Rhin et le directeur régional de l'environnement, de l'aménagement et du logement (service de l'inspection des installations classées), sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté dont une copie est notifiée à l'exploitant.

À Colmar, le 2 mars 2022

Le Préfet,
pour le préfet et par délégation,
le secrétaire général

SIGNÉ

Jean-Claude GENEY

Délais et voie de recours :

En vertu de l'article R.421-1 du code de justice administrative, le tribunal administratif de Strasbourg ne peut être saisi que par voie de recours formé contre cette décision, et ce, dans les deux mois à partir de sa notification.